

### Article 21 du Règlement

Comment le gouvernement peut-il parler de renforcer la fédération canadienne sans représenter les deux territoires?

C'est faire injure aux habitants du Nord. Nous avons toujours soupçonné le gouvernement de nous prendre pour des citoyens de deuxième catégorie. Nous en avons la preuve maintenant.

Le jour historique où la Chambre se prononcera sur l'Accord constitutionnel, nous nous rendrons compte combien cette négligence est insultante pour les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

J'ai reçu cette brochure d'un électeur avec instruction de la retourner à l'expéditeur. J'assortis donc cet envoi du message suivant: nous en avons assez, dans le Nord, de nous faire traiter ainsi par le gouvernement. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que nous ne nous laisserons pas bousculer sans rien dire.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LE VOLUME DES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES DE L'ONTARIO AUX ÉTATS-UNIS

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, dans un excellent article paru hier, le chroniqueur Doug Fisher disait ce qui suit:

L'Ontario produit plus de la moitié des marchandises totales que nous exportons tant au monde qu'aux États-Unis et près de la moitié de ces marchandises consistent en produits automobiles.

**M. Fisher** poursuit ainsi:

Voyez-vous l'incroyable ironie qui se dégage de ces chiffres? Reliez-les aux attaques virulentes de Bob White et des syndicats de l'automobile contre l'accord de libre-échange.

Une telle production et de telles exportations sont la conséquence directe de l'accord principal que nous avons déjà avec les États-Unis, l'accord sur l'automobile négocié il y a une vingtaine d'années par Simon Reisman, celui que White et Broadbent qualifient aujourd'hui de traître.

Vous voulez encore rire? Lorsque cette miraculeuse entente avait été conclue, qui s'y opposait farouchement? Oui, le chef du syndicat de White et le NPD fédéral.

Compte tenu des tendances historiques du commerce et de l'interdépendance avec les États-Unis, à qui pourrions-nous vendre nos produits si les Américains réduisaient considérablement leurs importations, par suite de l'adoption de mesures protectionnistes? «Au Marché commun? Au Japon? A la Chine? A l'Union Soviétique?», demande M. Fisher. «John Diefenbaker et Pierre Trudeau n'ont pas réussi à trouver d'autres débouchés importants pour nos produits.»

● (1410)

Doug Fisher dit, en conclusion:

Que pensez-vous que nous obtiendrions de White, de Broadbent et de David Peterson si, comme ils le prônent, nous rejetons l'accord et que les Américains, comme c'est très probable, dénoncent le Pacte de l'automobile?

Ils devraient cesser leur propagande malhonnête et hypocrite. Il est temps que les chefs de l'opposition se montrent honnêtes avec les Canadiens au sujet des énormes avantages que nous retirerons de cet accord historique.

[Français]

### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

#### LE SERVICE POSTAL EN MILIEU RURAL—LES PERSPECTIVES D'AVENIR DU GOUVERNEMENT

**M. Gilles Grondin (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, suite à de nombreuses interventions de particuliers, d'organismes et de conseils municipaux de ma circonscription, j'aimerais que le ministre responsable des postes dévoile ses intentions officielles et réelles concernant le service postal en milieu rural.

Des rumeurs circulent dans certaines municipalités et des démarches sont faites auprès de commerçants avant consultation pour savoir s'ils seraient intéressés à prendre en main des services dévolus au bureau de poste local.

Ce climat d'incertitude, monsieur le Président, suscite de l'anxiété dans la population. Il est anormal que les intentions du ministre, ses véritables intentions, soient méconnues des municipalités concernées.

Le ministre a-t-il demandé à la Société canadienne des postes des modifications des modes actuels de livraison ou de l'emplacement du service postal dans certaines municipalités? Et si c'est le cas, qu'advient-il du niveau de service en milieu rural? Les municipalités seront-elles victimes d'une réduction de service? Verra-t-on l'implantation de boîtes postales multiples ou de superboîtes?

Certains conseils municipaux s'opposent à toute modification, réduction ou fermeture de bureaux de poste dans les régions rurales. Les clients de ces municipalités s'inquiètent. Il est important que la Société canadienne des postes et le ministre consultent les représentants des municipalités concernées et tiennent compte des idéologies de celles-ci dans l'établissement de la politique. La population canadienne se doit d'être mieux informée des objectifs et des projets de la Société canadienne des postes et du ministre responsable, et il est du devoir du ministre responsable de prendre les mesures qui s'imposent pour qu'il en soit ainsi.

\* \* \*

[Traduction]

### LES FINANCES

#### LES SOCIÉTÉS ÉMETTRICES DE CARTES DE CRÉDITS—ON DEMANDE LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest):** Monsieur le Président, les émetteurs de cartes de crédit viennent de récidiver; ou plutôt non, ils viennent de refuser de bouger encore une fois.

Lorsque le taux d'escompte de la Banque du Canada a augmenté, au milieu de l'été, les émetteurs de cartes de crédit se sont empressés d'augmenter les taux exigés sur le solde impayé. La semaine dernière, par contre, le taux bancaire a accusé une baisse record, et toutes les banques à charte ont abaissé leur taux préférentiel. Mais les taux exigés sur les cartes de crédit n'ont pas bougé d'un poil.